

## Interpellation: mais où va la promotion économique extérieure ?!

La presse a récemment présenté une brochette de conseillers d'Etat tout sourire, annonçant l'avènement du « Greater Geneva Berne Area » (\*GGBA 3.7.09). On pensait naïvement qu'il s'agissait simplement de la consolidation du dispositif actuel, le DEWS, permettant de l'enrichir de la présence de Genève et de Berne, même s'il perdait le Jura\*\*. Or derrière cette image ripolinée, les couteaux étaient tirés: le réseau actuel est complètement démantelé, les représentants du DEWS à l'étranger sont licenciés, tout comme le directeur général et son adjoint, signifiant la perte, si ce n'est la dilapidation, d'un précieux savoir-faire. Dans un contexte de crise mondiale qui impose à chaque Etat de défendre sa place économique, le silence qui entoure ce mini putsch a de quoi surprendre et inquiéter.

Ce d'autant que, si l'on consulte le Rapport annuel 2008 et les documents à disposition, on se doit d'admettre que, malgré les effets dommageables majeurs de la suppression de l'arrêté Bonny, les résultats sont demeurés probants pour plusieurs cantons romands dont le nôtre, que ce soit en termes d'emploi et d'implantations (ce que confirme le dernier no de Numerus). De plus, ces arrivées sont jugées durables et de qualité, la stratégie est régulièrement ajustée à l'évolution du contexte, la satisfaction des entreprises est au rendez-vous, bref, le DEWS était devenu un label connu dans le monde entier.

Or cela ne semble pas avoir suffi (malgré le satisfecit du président du DEV dans le rapport 2008).

On a certes lu que le canton du Jura estimait avoir intérêt à se tourner vers Bâle plutôt que l'arc lémanique, mais il est devenu difficile d'offrir des avantages spécifiques aux régions périphériques. On doit bien constater que le Neuchâtel change régulièrement de modèle et de responsables. On sait que Genève ne voulait pas de l'appellation DEWS. Mais côté vaudois, quels intérêts justifiaient pareille révolution ?!

Dans ce contexte, nous sollicitons les explications du Conseil d'Etat sur les points suivants:

1- peut-il confirmer que le DEWS est démantelé au profit d'une structure entièrement renouvelée, élaborée de surcroît sans le concours de la direction sortante ?

2- sur la base de quel diagnostic ces décisions brutales ont-elles été prises et, par exemple, se sont-elles fondées sur une analyse approfondie, avec le concours des milieux spécialisés (OSEC, Chambres de commerces, entreprises ayant eu recours à ses services, auto-évaluation du DEWS) ?

3- quel était l'intérêt de cette annonce au creux de l'été, alors que ni le statut de cette structure, ni la répartition des charges financières entre canton, ni les questions de gouvernance n'étaient réglées entre cantons (cf. résumé sur site internet DEC) ?

4- très concrètement, dans quelle mesure la volonté exprimée en juillet a-t-elle été suivie d'effets, à savoir : « Une sélection parmi les représentants des trois structures existantes a été menée en vue de reconduire leurs contrats d'engagement en 2010, ceci afin de maintenir un maximum de compétences dans la nouvelle structure. » ?

5- le chef du DEC étant depuis le mois de mai président du DEWS, il est au cœur d'une stratégie qu'on peine à comprendre : l'entrée dans le capital de Palexpo (10 millions), les millions investis dans le DEWS qu'on balaie aujourd'hui, une structure sans leadership clair... le Conseil d'Etat pourrait-il préciser son approche dans un contexte toujours délicat de « coopération intercantonale » ?

D'avance, merci.  
Philippe Martinet, Les Verts, 31.8.09

\*Précision : contrairement à la première indication qui apparaît sur google concernant « GGBA » : The San Francisco Bay Area's LGBT Chamber of Commerce: Promoting the gay, lesbian, bisexual, transgender and allied business community since 1974 »... La nouvelle instance n'a pas de liens avec les questions de genres

\*\* Extrait du BIC du 02/07/2009 : Afin de renforcer l'efficacité de leur promotion économique, les Cantons de Suisse occidentale ont décidé de mettre sur pied une structure commune de prospection et d'acquisition d'entreprises à l'étranger. Les trois structures actuelles (DEWS/Fribourg-Genève/Berne) laisseront la place, au 1er janvier 2010, à Greater Geneva Berne Area! (GGBA). (...) Cette nouvelle structure aura pour mission de promouvoir une image commune de la Suisse occidentale à l'étranger, et de développer un réseau et une structure d'acquisition d'entreprises en intégrant les éléments les plus performants des trois modèles existant jusqu'alors (DEWS/GE-FR/BE).

NE SOUHAITE PAS DEVELOPPER

09 - INT - 279

Grand Conseil - Secrétariat général  
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

Déposé le 08.09.09

Scanné le 9 SEP 2009

